

**Soutien à la Palestine :**  
**24h de garde à vue sans raison, mais des menaces de poursuites pour la justifier**

Ce samedi 6 janvier BDS 34 (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) a appelé à une action pour dénoncer la politique de Carrefour par rapport à l'État d'Israël : Carrefour a envoyé gratuitement des colis alimentaires aux soldats israéliens engagés dans le massacre de Gaza, Carrefour vend des produits provenant des colonies israéliennes en Palestine, Carrefour renforce ses partenariats avec des entreprises liées à la colonisation de la Palestine.

L'action visait à informer de ces éléments la clientèle de Carrefour en appelant à boycotter cette enseigne. Durant une heure les manifestant·e·s ont sillonné les rayons du Carrefour de Lattes en alternant slogans, prises de parole, « die in » pour symboliser les mort·e·s de Gaza. L'ambiance était très déterminée et tendue car encadrée de près par la police et la sécurité de Carrefour. Mais, conformément au souhait des organisateurs, elle s'est déroulée sans violence ni dégradation. Les reportages des journalistes présent·e·s sur place et les nombreuses vidéos l'attestent.

Alors que les manifestant·e·s quittaient le magasin, un incident minime avec un vigile a créé une courte et petite bousculade. La police est aussitôt intervenue brutalement et en a profité pour interpeler violemment une personne. Il s'agit de Gilles, militant syndicaliste à Sud Éducation 34 et membre de l'Union Communiste Libertaire de Montpellier, actif depuis 30 ans dans le mouvement social. Il a été placé en garde à vue au motif de "participation à un groupement en vue de commettre des violences et des dégradations". Auditionné seulement le lendemain vers 10h30, puis libéré vers 14h30 le dimanche, il aura subi plus de 23 heures de garde à vue sans raison, les vidéos en notre possession sont également éclairantes de ce point de vue. Il lui a été signifié oralement qu'il serait poursuivi pour refus de prélèvement ADN et participation à une manifestation illicite, qu'une convocation au tribunal lui serait envoyée.

Pour nous, il s'agit clairement d'une volonté de criminaliser le soutien à la cause palestinienne. Les actions de Boycott qui écornent l'image des entreprises et peuvent avoir des répercussions sur leurs chiffres d'affaires sont un moyen porteur pour agir ici face au drame qui se joue en Palestine. Et c'est quelque chose dont le pouvoir ne veut pas. Plus généralement, il veut cantonner toute initiative du mouvement social et syndical à des actions symboliques. Les manifestations qui pourraient gêner les affaires en centre ville, les grèves qui paralysent l'économie, les blocages de ronds-points ou d'entreprises qui ralentissent les flux économiques, les piquets de grève devant les entreprises qui génèrent de la solidarité, les actions écologistes qui retardent des projets nocifs et inutiles ... tout ça l'État et les capitalistes n'en veulent pas. Le nombre de syndicalistes sanctionné·e·s et inquiété·e·s à la suite du mouvement contre la casse de nos retraites l'atteste tristement, comme par exemple les salarié·e·s d'EDF sanctionné·e·s pour avoir fait des coupures ciblées d'électricité ou qui ont restauré le courant à des personnes qui n'avaient pas pu payer leurs factures ... Or la plupart de nos grandes conquêtes sociales l'ont été par des actions légitimes mais pas nécessairement légales : rappelons-le, les congés payés dont tou·te·s les salarié·e·s bénéficient, l'ont été suite à de massives occupations d'usine !

Alors continuons les actions contre la colonisation de la Palestine par l'État d'Israël, amplifions les actions de boycotts et la lutte contre le massacre à Gaza. Plus généralement organisons la riposte sur le terrain social.

La solidarité qui s'est exprimée envers Gilles à sa sortie de garde à vue où il a été accueilli par une centaine de personnes s'inscrit, même modestement, dans cette logique. Elle doit s'amplifier si des suites judiciaires venaient à se confirmer, nous tiendrons informé des suites.

Montpellier le 9 janvier 2024

Signataires : AESAE, Alternatiba Montpellier, Assemblée de Montpellier contre les violences d'Etat et pour les libertés, BDS France Montpellier, Carmagnole, Confédération Nationale du Travail 34 ESS, Gauche écosocialisteS 34, Nouveau Parti Anticapitaliste 34, Parti de Gauche 34, Révolution Permanente Montpellier, Solidaires 34, Sud éducation 34, Solidaires étudiant.e.s Montpellier, Soulèvements de la Terre Montpellier, Union Communiste Libertaire Montpellier, Union Juive Française pour la Paix 34